



OPTIMISATION DES FRAIS GÉNÉRAUX L'UNSA-FERROVIAIRE FAROUCHEMENT OPPOSÉE AU PROJET

Paris, le 1^{er} juin 2021

RAPPEL DU CONTEXTE

Ce projet présenté lors du CSE Central Réseau du 6 mai 2021 a de quoi faire office de plan social mal déguisé.

Ces choses-là sont dites et écrites avec tact et élégance alors qu'en fait, cela a un impact conséquent sur l'organisation des métiers de la communication, des gestion-finances, des achats et des ressources humaines.

Si l'**UNSA-Ferroviaire** peut entendre qu'il est nécessaire de trouver des solutions pour redresser la situation financière de notre Entreprise et comprendre les enjeux qui sont la conséquence d'une crise sanitaire sans précédent, nous n'acceptons pas que l'humain soit la variable d'ajustement.

L'un des axes prioritaires nous interpelle vivement : « l'équilibre financier dès 2024 et dans la durée ». Il justifie l'optimisation des coûts de fonctions support et de frais de siège. Cela se traduit dans le projet présenté par d'inévitables suppressions d'effectifs.

Lorsque la Direction de Réseau évoque les axes suivants :

- « Mutualiser des missions pour renforcer les expertises en gagnant en lisibilité »,

- « Mieux allouer les forces »,
- « Simplifier et faciliter le travail des opérateurs de terrain »,
- « Une politique d'innovation et de transformation digitale »,
- Un programme « porteur de performance », plus de « fluidité de fonctionnement » ...

... l'**UNSA-Ferroviaire** se demande si la qualité du travail réalisé jusqu'à aujourd'hui par les agents des fonctions RH, Finances, Achats et Communication est réellement reconnue.

Il est écrit dans ce projet que « tout cela passe par des changements qui nécessitent une attention particulièrement forte pour les hommes et les femmes qui vont les vivre ».

Il est évoqué également un développement fort de la considération envers nos salariés.

L'**UNSA-Ferroviaire** ne croit pas que ces femmes et ces hommes doivent remercier la Direction de l'attention particulièrement forte qui leur est accordée.

En supprimant 468 postes sur 1768 au total, comme écrit dans le document, ce sont entre 480 et 500 personnes qui vont perdre leur emploi dans les fonctions support.

De quoi faire froid dans le dos !!!

Le projet proposé aujourd'hui en l'état **nous inquiète fortement pour la pérennité de notre Entreprise et particulièrement pour l'avenir des cheminots** qui, pourtant, ont su démontrer leur implication et leur professionnalisme depuis le début de la crise sanitaire.

Est-ce là une façon de leur montrer de la bienveillance et de la reconnaissance ?

Ce sont des femmes et des hommes qui occupent ces fonctions avec engagement, conviction, vocation, parfois à la suite de reclassements, et qui vont perdre leur poste dans ce projet. Il faut rappeler que **de telles réorganisations occasionnent d'importants risques psycho-sociaux**, ces RPS qui sont censés être évités mais surtout combattus.

Le Président FARANDOU avait pourtant promis, la main sur le cœur, **que l'humain serait au centre de tous les projets**. À son arrivée à la tête du Groupe, il avait déclaré également que la proximité serait un des trois piliers de l'Entreprise. **Est-ce vraiment le cas aujourd'hui ???**

Comment la qualité et l'amélioration de la qualité du service rendu au client peuvent-elles être mises en avant, alors que la Direction de Réseau sacrifie la proximité au profit de plaques les plus éloignées possibles de l'utilisateur final ?

Dans les « mesures d'accompagnement », **l'UNSA-Ferroviaire ne trouve rien sur l'accompagnement des reconversions fonctionnelles**, si ce n'est le paiement de la formation et du salaire pendant la formation.

La formule "accompagner le sens donné à l'action et à la transformation de l'Entreprise" va signifier pour beaucoup "la porte !"

Dans ce projet, certains aspects n'ont pas été étudiés en profondeur. Qu'en est-il des renoncements, des tâches orphelines, des boucles de

rattrapage, du dimensionnement des postes, de la charge de travail et de la charge mentale ? Pour **l'UNSA-Ferroviaire**, ces éléments n'ont pas été pris en compte.

En ce qui concerne le dialogue social, l'UNSA-Ferroviaire est sceptique quant à la volonté de la Direction de Réseau d'apaiser un climat social devenu tendu avec les multiples réorganisations auxquelles les cheminots doivent faire face.

Nous citerons une fois de plus le Président du Groupe Public Unifié : « notre méthode est celle de la co-construction, car nous voulons libérer les énergies pour que nos collaborateurs soient non seulement acteurs de la transformation, mais également fiers d'y contribuer ».

Encore une fois, **notre Organisation Syndicale déplore que les représentants du personnel n'aient pas été associés à cette démarche**, ni même interrogés sur d'éventuelles propositions.

Nous déplorons et même dénonçons ces façons de faire qui ne s'apparentent pas à un dialogue social de qualité.

Nous n'évoquerons pas toutes les inquiétudes que nous nourrissons vis-à-vis d'une telle évolution mais nous voulons faire prendre conscience à l'Entreprise qu'**une transformation doit être mûrement réfléchie, partagée avec tous les acteurs pour repositionner l'humain au cœur du projet**.

Dans ces circonstances et devant la complexité du dossier, **l'UNSA-Ferroviaire a voté une délibération pour faire appel à une expertise sur ce dossier afin d'avoir le meilleur éclairage possible sur le sujet**.

L'UNSA-Ferroviaire s'engage de toutes ses forces contre les conséquences humaines terribles qui s'annoncent avec ce projet d'optimisation des frais de structures. L'UNSA-Ferroviaire sera intraitable sur le moindre écart, qu'il soit réglementaire, juridique, ou moral.

CONTACTS

L'équipe UNSA-Ferroviaire du CSE Central Réseau

Le syndicalisme en positif

